



Spécial 3e Journée du réseau GIZC

La 3ème Journée du réseau des projets de gestion intégrée des zones côtières, qui s'est tenue le 15 mars 2007 dernier, a confirmé les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la démarche : une force de conviction, des résultats, un véritable bilan et des acteurs locaux engagés. Une énergie s'est déployée, une énergie qui ouvre des chemins.

La mise en œuvre de l'appel à projets montre l'aptitude de la GIZC à résoudre des difficultés et des conflits que les approches traditionnelles peinent à surmonter. Les principes de la recommandation européenne du 30 mai 2002 ont montré leur pertinence pour ce premier cadre d'action. Comment maintenant assurer un véritable déploiement de la GIZC ?

Le rapport POSEIDON observe que l'approche GIZC est fertile dès lors que les instruments de concertation et d'information sont en place. Il montre que les démarches ont une capacité à infléchir les tendances lourdes. Le résultat d'ensemble obtenu par les projets au premier mars 2007 montre que les démarches GIZC construisent, chacune à leur manière, un véritable dialogue, un "espace d'engagement" des acteurs autour d'une dynamique de projet fondatrice. La démarche GIZC "produit du sens partagé". Elle ouvre ainsi "à autre chose que la GIZC". Elle est, non seulement, un nouveau mode d'action publique, un cadre d'action pour le littoral, mais "une nouvelle façon d'appréhender le développement territorial".

Pour réussir la diffusion de la démarche GIZC, il convient de préciser le cadre d'action qui permet de "construire ensemble un développement équilibré du littoral". La GIZC repose sur deux piliers : la mise en œuvre d'une démarche de gouvernance (une méthode de conduite de

projet, des indicateurs de réussite, un dispositif de concertation et de médiation) et le rayonnement de la connaissance scientifique (observer, décrire, comprendre, prévoir, anticiper - pour décider de l'action). Comment maintenant faire émerger l'approche française ?

L'expérience européenne confirme la validité des principes fondateurs de la GIZC. Elle dégage les bonnes pratiques. Nous pouvons ainsi maintenant décliner le cadre d'action, énoncer ses lignes directrices, préciser les différents aspects de la démarche de gouvernance et proposer différentes méthodes de mise en œuvre, à partir de l'analyse des bonnes pratiques en France et dans les pays d'Europe. Et, à partir de l'expérience des réseaux européens de la GIZC (CoastNET, Corepoint, GMES, Inspire, ENCORA), garantir le rayonnement de la connaissance scientifique.

Les conclusions de l'évaluation de la mise en œuvre de la GIZC en Europe montrent la pertinence de préciser les orientations de la démarche GIZC dans le cadre national. D'autant plus face aux enjeux du littoral aujourd'hui : pressions anthropiques accrues, pertes de la biodiversité, impacts du changement climatique. Elles préconisent même de les harmoniser à l'échelle des sous-ensembles de plusieurs pays d'Europe : les "mers régionales".

Les acteurs de la GIZC et les acteurs du littoral de notre pays sont dans l'attente du cadre commun d'action qui leur permettra, à partir du meilleur de l'expérience française et européenne, de relever les défis de l'excellence territoriale dans le long terme et de "construire ensemble un développement équilibré du littoral".

Donnons-leur, avec le concours du Conseil national du littoral !

Philippe LASSALLE, Préfecture de région PACA



Yvon BONNOT, maire de Perros-Guirec, membre de la Commission Permanente du Conseil National du Littoral (CNL) et président de l'Association Nationale des Elus du Littoral (ANEL) a ouvert la 3ème journée technique GIZC qui s'est déroulée le 15 mars dernier à Paris. Selon Yvon BONNOT, il est temps de faire un bilan d'étape de l'expérimentation GIZC aussi bien du côté de la terre que de celui de la mer. L'espace littoral se caractérise par un dynamisme économique fragile que renforce une forte pression démographique. Une réflexion est donc obligatoire sur l'aménagement et la politique foncière de nos littoraux. Les outils existants (SCOT, SAGE...) doivent être interactifs pour traiter les problèmes de manière globale que ce soit en terme économique, spatial, environnemental ou encore en termes sectoriels. C'est pourquoi la démarche GIZC répond à une réelle problématique des territoires littoraux français et doit inciter les acteurs locaux à travailler ensemble.

Les bilans conduits actuellement sont un point d'étape essentiel. Leurs résultats doivent nous permettre de relever d'autant mieux les défis du littoral et d'assurer un développement durable et responsable de nos territoires.

Premiers éléments de l'appel à projets GIZC...



Isabelle ROBINOT-BERTRAND du cabinet RCT, a présenté les résultats d'une enquête menée par le cabinet auprès de la quasi-totalité des projets. Il était utile en effet, dans un contexte de **montée en puissance des projets** sur le second semestre 2006, et alors que peu de territoires GIZC disposent de bilans formalisés de dresser un "tour d'horizon" des projets : appréhender

leurs état d'avancement, les difficultés rencontrées, les outils mis en place ou encore les besoins et attentes.

Des résultats sont d'ores et déjà visibles tant en terme de concertation que de réalisations et de communication :

- **l'implication des acteurs locaux est significative** en dépit de difficultés de mobilisation pour certains d'entre eux et **les élus s'approprient progressivement le concept de gestion intégrée.**

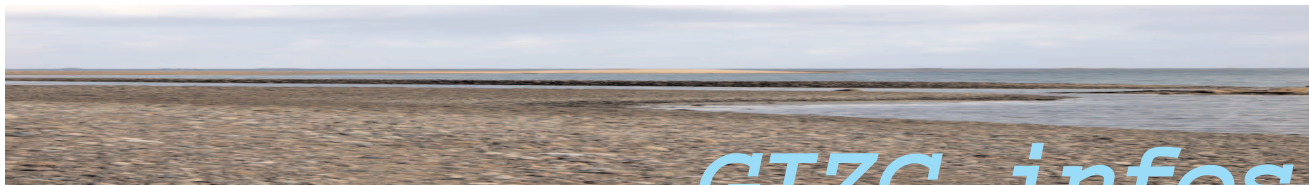
- **des réalisations concrètes** ont vu le jour telles la mobilisation et l'harmonisation de données (observatoires, SIG sur la RIA d'Étel,...), la mise en place de formations (Projet Riviera,...), des études, audits ou diagnostics (Côte des Havres,...) ou encore des phases opérationnelles d'aménagement (construction d'un pont-digue...).

- **les territoires communiquent de manière croissante** sur la GIZC en s'appuyant sur les outils existants sur les territoires ou en mettant en place un panel de supports variés dédiés à la GIZC.

Les premiers acquis de l'expérimentation GIZC indiquent une **progression des capacités locales d'ingénierie territoriale** à laquelle concourent notamment les facteurs suivants :

- **le renforcement de la gouvernance locale** : la démarche GIZC a permis aux acteurs locaux une connaissance et une lisibilité accrue de leur territoire à travers la découverte de certaines structures (associations, services de l'Etat, collectivités...), de leurs rôles et compétences respectives, mais également des réalisations et outils qu'elles conduisent en faveur du littoral et de l'articulation Terre/Mer. Cette connaissance a également favorisé la prise de conscience des contraintes inhérentes aux différentes activités présentes sur le territoire. Le processus de concertation GIZC a en outre généré une véritable réflexion sur les modes de gouvernance et la place de chacun dans les instances de dialogue locales.

- **l'intérêt pour une démarche intégrée** : la GIZC a permis une prise de conscience de l'intérêt d'une démarche intégrée pour le territoire, qu'il s'agisse de la prise en compte de la diversité des points de vue des acteurs locaux ou bien de l'intégration progressive des préoccupations littorales et marines dans les démarches de type SCOT et SAGE.



GIZC infos

- **la mise en pratique de la concertation** : l'enquête a pu témoigner de l'intérêt des territoires pour les échanges techniques entre acteurs et entre territoires et, plus particulièrement, pour la concertation. Les enseignements de l'expérimentation soulignent la nécessaire mobilisation de temps et de moyens d'animation appropriés, mais aussi de bonnes conditions pratiques d'organisation, que ce soit en terme de fréquence, de rythme et de lieux.

Les principales difficultés soulevées par les territoires pour l'avenir de la GIZC sont les suivantes :

- **la question de l'animation interne et du portage politique** : la concertation et la démarche dans sa globalité représentent un processus relativement important à mettre en place tandis que les moyens humains (équipe de techniciens et d'élus) sont souvent restreints.

Il s'agit de points essentiels pour la mobilisation et le partage de connaissances (projet d'observatoire, de SIG) mais aussi pour une meilleure articulation avec les autres démarches de planification notamment (SCOT, SAGE...) et l'optimisation des moyens qui leur sont alloués

- **la pérennité de la mobilisation et des actions** : pour perdurer, la concertation préalable devrait maintenant être suivie d'actions concrètes et aux effets visibles, dans l'ensemble des territoires.

- **la difficulté de l'intégration du grand public**, tant en terme de concertation que de communication : la sensibilisation est ici posée comme un préalable nécessaire.



Au final, l'enseignement majeur de ce bilan est d'avoir démontré l'effet dynamisant d'un certain nombre de projets GIZC vis à vis de l'ensemble des politiques du littoral sur leurs territoires. Les projets devraient donc se poursuivre au-delà de l'expérimentation et les territoires ont émis un certain nombre de propositions en ce sens : prolongement d'un réseau sur des bases techniques (outils, méthodologie,...) organisé à plusieurs échelles (nationale, régionale,...), mise en place d'outils communs de communication ou encore, appui méthodologique.

Jean-Louis GIGNON a complété ce point d'étape. L'IFREMER et le CETMEF assurent un suivi-accompagnement scientifique de l'appel à projets GIZC dans l'objectif de :

- rassembler une information, homogène et comparable d'un projet à l'autre, sur le déroulement des projets ;
- apporter un appui conceptuel aux projets, notamment sur les outils ;
- analyser les modalités de mise en œuvre des projets ;
- alimenter le bilan du comité national de suivi de l'appel à projets.

L'IFREMER et le CETMEF ont ainsi réalisé :

- **deux grandes enquêtes** : la première pour percevoir la façon dont les territoires s'approprient le concept de GIZC ; la seconde afin de préciser les pratiques de GIZC et de les mettre en perspective.

- **des échanges réguliers avec les territoires** : aide aux réponses à la première enquête, restitution des résultats auprès des territoires, visite des territoires de projets.

- **une plaquette** rassemblant les résultats d'ensemble de la première enquête.

Cette plaquette présente les résultats d'ensemble de l'appel à projet et les projets GIZC suivant les cinq dimensions représentatives de la GIZC retenues : l'implication des acteurs, l'intégration de la connaissance, la prise en compte du développement durable, l'intégration verticale institutionnelle et l'intégration horizontale spatiale

Cinq finalités se dégagent ainsi dans les projets : opérationnelle, institutionnelle et pédagogique (les motivations les plus fréquentes), prospective et informative (les moins présentes).

Le document décrit de façon détaillée la méthodologie (un questionnaire) choisie pour le suivi des projets GIZC. Il présente des résultats (l'implication des acteurs, relativement aisée à quantifier ; le besoin en outils : SIG, indicateurs, évaluation, méthodes de concertation, synthèse des connaissances y compris locales ...).

Le bilan d'étape fait clairement apparaître pour l'IFREMER et le CETMEF, une gestion territoriale très diversifiée entre les projets, des attentes locales spécifiques vis à vis de la GIZC et deux dimensions importantes à creuser pour le déploiement de la GIZC : la démarche participative, la démarche scientifique de connaissance territoriale et un savoir faire nouveau à inventer : l'intégration Terre/Mer.

Les conclusions concernent notamment l'importance pour les projets d'établir une auto-évaluation (ce qui nécessite de disposer d'indicateurs "de processus de gestion"),

GIZC infos

de participer à des programmes de recherche appliquée mais également l'importance, pour la diffusion de la GIZC, d'élaborer un guide des pratiques de GIZC "en fonction des finalités attendues".

Dans le prolongement de ce suivi-accompagnement, l'IFREMER et le CETMEF proposent d'approfondir avec les territoires les questionnements suivants :

- La participation des acteurs du territoire ;
- Les relations des territoires avec les institutions, les administrations et les services ;
- Les enjeux du territoire littoral et la définition du territoire de gestion ;
- La construction d'une connaissance des territoires littoraux ;
- La mise en place d'outils de partage de la connaissance.

Dominique BRESSON et **Gilbert LE LANN** ont conclu ce premier temps d'échanges. Selon Dominique Bresson, la GIZC apporte un appui et une nouvelle approche, mais ne constitue en aucun cas une finalité en soi. Certains projets ont déjà créé une nouvelle dynamique et si l'on peut souligner une valeur ajoutée de l'appel à projets, c'est d'avoir permis une vision partagée sur chaque territoire et la définition d'enjeux auxquels répondre collectivement.

Toutefois, l'arrivée à échéance de l'expérimentation ne marque nullement la fin des projets. Un bilan global sera présenté au nouveau Ministre de l'aménagement du territoire à partir des informations des territoires GIZC qu'il est important de faire remonter aux Services de l'Etat. Un second bilan sera par ailleurs effectué à la fin de l'année 2007.

Il est d'ores et déjà possible de souligner les points suivants :

- **Une meilleure association des acteurs** en dépit de quelques réticences ;
- **La nécessité d'établir une échelle intermédiaire entre le réseau national et les projets locaux.** Cette articulation pourrait s'effectuer à un échelon régional ou interrégional.
- **La question de l'intégration du grand public** et de l'articulation entre démocratie participative et démocratie représentative.

Gilbert Le Lann a conforté ces observations : la journée technique marque un bilan d'étape de l'expérimentation GIZC et non la fin d'un processus. D'où l'importance de faire remonter les points positifs comme

les points négatifs pour dépasser ensemble les difficultés qui se posent à la GIZC et d'y associer le plus largement possible les acteurs de la mer.

Diffuser l'information : les leçons à tirer des expériences GIZC



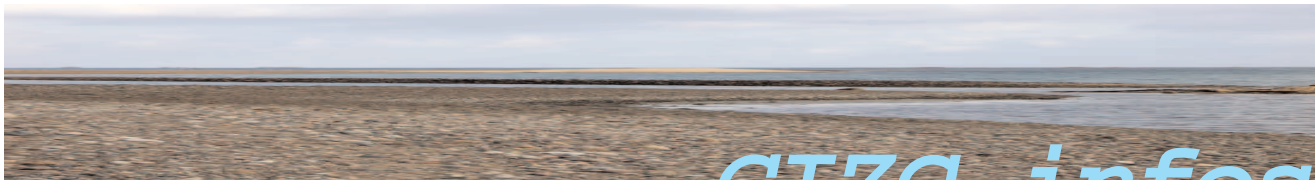
Laurence DEBACQ, Urbaniste à AUDELOR et chargée de la concertation sur le SCOT par le Syndicat Mixte du Pays de Lorient a présenté le "RandoScot", première

étape d'une communication auprès des habitants du Pays de Lorient sur la mise en place de leur SCOT. L'objectif est de rassembler les habitants autour de leur patrimoine territorial et d'aborder la concertation sur les deux communautés de communes. Ce dispositif permet de faire comprendre aux habitants les enjeux particuliers existants dans leur cadre de vie et de diffuser les connaissances existantes sur cet espace.

Les " RandoScot " sont organisées le dimanche (jour neutre !) et permettent au public intéressé d'aller sur le terrain en compagnie d'experts, qui interviennent pendant la randonnée pour illustrer les enjeux du territoire. Trois RandoScot se sont ainsi déroulées, autour des thématiques de l'eau, de la rade de Lorient et des zones à forte pression urbaine, utilisant des modes de déplacements diversifiés : à pied, à vélo ou en transports en commun. Ces randonnées ont eu un effet très mobilisateur sur les élus mais surtout sur la population : enjeux clarifiés, habitants sensibilisés, presse réactive et effet " écho " sur les autres actions de concertation mises en place. Cet outil a permis de sensibiliser également sur les questions de développement durable. Il s'agit d'une initiative facile à reproduire dans d'autres régions et/ou sur d'autres thématiques a assuré Laurence DEBACQ.

Pierre MAUREL du CEMAGREF, chargé de la communication et de la participation sur l'étang de Thau a rappelé le processus cyclique de la GIZC et l'intérêt de la participation des différents acteurs à tous les niveaux du processus décisionnel, illustrés à partir des actions conduites sur l'étang de Thau : ateliers, journées thématiques, animation Web,...

Certaines de ces activités participatives ont été mises en œuvre en s'appuyant sur l'utilisation d'outils cartographiques tels que :



GIZC infos

- **l'orthophoto**, qui représente un bon support d'expression de la localisation des savoirs locaux et permet d'établir une liaison entre l'espace d'étude et les usagers du territoire.

- **la cartographie à dire d'acteurs** : d'après une légende de carte préétablie selon un thème particulier, les acteurs concernés par cette thématique sont invités à placer les éléments de cette légende sur la carte. Le public peut également élaborer lui-même la légende, ce qui suppose plus de temps disponible.

Un autre outil possible consiste en la connexion entre représentations techniques/expertes et espaces vécus par les acteurs. La participation et les outils (grille d'entretien, questionnaires, indicateurs...) utilisés sont soumis à évaluation. D'autres méthodes vont se mettre en place, sur un support cartographique en 3D.

Enfin, il est à noter que l'utilisation d'un site Internet pour recueillir les avis (pré-projets, cahiers des charges, validation de données techniques) est également envisageable.



Pascal GOMBAULD, Directeur du Parc naturel régional de Guyane et **Félix TIOUKA**, Maire adjoint d'Awala-Yalimapo ont ensuite présenté le projet guyanais.

Le Nord-Ouest guyanais est un territoire enclavé constitué d'une réserve naturelle, d'un parc naturel et de problématiques environnementales et ethno-sociologiques complexes. Cet espace doit donc faire face à la fois à une importante érosion de sa façade côtière, aux problématiques se rapportant aux sites de ponte des tortues marines, à une juxtaposition des compétences en matière de protection de l'environnement, à une importante pluri-culturalité et une forte identité culturelle.

Les principaux partenaires du projet (la Mairie d'Awala-Yalimapo, le PNR et le bureau d'étude Odysée Développement) ont pris la décision de mettre en place des comités décisionnels pour faciliter la concertation entre la population et les autres acteurs du territoire :

- **un Comité de pilotage** : Ville d'Awala-Yalimapo, de Mana, autorités coutumières, Préfecture, Conseil Général, Conseil Régional, PNR, CCOG. Il est

garant de la bonne exécution du projet et des actions.

- **une Commission mixte** : population, chefs coutumiers, élus municipaux. Elle se prononce sur les propositions du comité de pilotage.

- **un Comité technique** : ensemble des acteurs techniques et spécialisés. Il développe les objectifs à atteindre propose des actions, des indicateurs d'évaluation et de suivi.

Dans le cadre du projet GIZC, des outils de communication ont également été élaborés :

- **un book scientifique** : synthèse de l'ensemble des études scientifiques menées sur la zone ;

- **un book réglementaire** : suivi des réglementations et des documents de planification en vigueur sur le territoire ;

- **une note d'information Owala** ;

- Et **un futur site Internet Owala**.

Ce système de concertation à différentes échelles permet d'envisager la mise en place d'une structure de gouvernance : la mission Owala. Cette dernière aura pour objectif de développer de façon concertée les initiatives GIZC sur ce territoire (projet de développement éco-touristique avec "une voie verte" et une "Maison de l'estuaire").

En outre, ce système met en avant la place de la coutume, la Guyane étant le seul DOM à présenter un peuple autochtone. Le rapport à la mer de ce dernier est particulièrement fort, il paraît donc essentiel de l'intégrer pleinement dans la démarche GIZC.

Dans la salle, plusieurs acteurs et participants ont ensuite abordé la question de l'implication des acteurs de la mer, et en particulier de ceux de la pêche.

Sébastien CHANTEREAU, chargé d'études environnement et sécurité sanitaire au Comité National de la Conchyliculture (CNC) souligne le lien très fort existant entre l'environnement et la sécurité sanitaire.

Il représente ici une filière qui ne demande qu'à s'approprier les principes de la GIZC. Les conchyliculteurs souhaitent s'inscrire pleinement dans la démarche et M.Chantereau invite les territoires à se rapprocher des sections régionales.

Hubert CARRE, Directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins, souligne qu'à l'heure actuelle, les pêcheurs sont dans la tourmente : hausse du prix du carburant, contraintes de la politique commune des pêches, mauvaise perception



GIZC infos

du secteur et pression démographique et immobilière forte entraînant une baisse d'attractivité de la profession. Par ailleurs, la position du littoral comme lieu de prédilection du tourisme et les nouveaux usages qui génèrent des enjeux concurrentiels (éoliennes, extractions de granulats) font de la GIZC un enjeu réel pour les pêcheurs.

Enfin, **Pierre MAUREL** du CEMAGREF ajoute que si les filières " mer " ont toujours été conviées aux réunions et groupes de travail, ce rapprochement d'acteurs est nouveau et les habitudes de travail en commun restent à développer.

L'indispensable mobilisation de l'information...

Présidé par **Catherine BERSANI**, Inspecteur général de l'Équipement et Coordinatrice du Collège espaces protégés, paysage et patrimoine du Conseil Général des Ponts et Chaussées, l'atelier rassemblait des représentants de services de l'État et d'utilisateurs des données nationales.

Les présentations se sont articulées autour de la détermination du rapport d'inspection général relatif au "Schéma d'organisation des dispositifs de recueil de données et d'observation sur le littoral". L'enchaînement des présentations visait à donner un aperçu de la nécessaire interconnectivité et interopérabilité des systèmes nationaux, de l'importance de l'approche par façade maritime, et de la nécessité d'adopter une approche Terre/Mer.

Tous ces éléments font écho à quelques-unes des recommandations du rapport d'inspection générale.

Jean DENEGRE a ainsi exposé l'offre en matière de données et de systèmes d'information sur le littoral, en détaillant certaines des recommandations du rapport. Le système d'observation du littoral a ensuite été présenté par **Sébastien COLAS** de l'IFEN, et en particulier les indicateurs de suivi de l'état du littoral.

Jean-Luc HALL, délégué de façade et secrétaire général de la Mission interservices mer et littoral (MIMEL) a décrit le rôle de coordination et de transversalité entre les différents services de l'État que remplit cette mission. La MIMEL est également chargée de constituer une base d'informations commune qui peut être utilisée par les collectivités territoriales.

Irène JUILLARD du CETE Normandie, a enfin illustré la mobilisation et la mise à disposition d'une information photographique dédiée au littoral, à savoir la base orthophoto littorale. Ces données sont libres d'accès et utilisées par un éventail très large d'acteurs. En mars 2007 sera disponible le site Internet "géoportail littoral" plus convivial à l'usage. L'utilisation de cet outil est actuellement testée par un groupe de travail de l'ANEL.

Lors du débat avec la salle, **Bernard GERARD** (Directeur scientifique de la ville du Havre) souligne que le partage des connaissances est maintenant un acquis. En revanche, les outils et procédures d'intégration des données demeurent insuffisants. Il s'interroge notamment sur l'articulation des bases de données terrestres avec celles du SHOM. **Serge ALLAIN** (Bureau des affaires générales du SHOM) a répondu que la politique de l'établissement est la mise à disposition à titre gratuit des données, le coût étant porté par l'utilisateur final. Les produits seront également disponibles via le "géoportail" et le "géocatalogue".

Souhaitant clarifier la question, **Jean DENEGRE** compare le système d'information à une automobile : l'élaboration en est complexe et fait intervenir de nombreux acteurs, paramètres et éléments. L'utilisation en est par contre simple. L'auto est démocratique parce qu'elle est accessible au plus grand nombre : c'est également le but visé pour l'information géographique numérique. **Odile JACQUEMIN** de MALTAE souhaite pour sa part aller plus loin en terme d'intégration de données, particulièrement en ce qui concerne les données historiques. **Céline FREMAUX**, chargée d'étude au Ministère de la culture, a conclu ces présentations en annonçant le lancement prochain par la Direction de l'architecture et du patrimoine d'une opération nationale sur le patrimoine culturel littoral (le paysage), en partenariat avec l'Observatoire du littoral, avec pour objectif des indicateurs et une cartographie accessibles par le grand public.

Un second thème de discussion, en lien avec les débats d'ensemble de la journée, a été abordé : le besoin ou non de spécialistes de la GIZC et leur profil éventuel. **Christophe LE VISAGE** (DIREN Bretagne, délégué de façade Atlantique) rappelle les compétences nécessaires pour mettre en œuvre la GIZC et souligne qu'actuellement les personnes formées selon ce profil transversal, avec en particulier une capacité pour la médiation, trouvent difficilement leur place. Pour **Bernard DHORNE** (Directeur général du SIVOM des Maures), il n'est pas nécessaire de former des spécialistes de la GIZC en particulier parce que la connaissance universelle n'est détenue par personne.



aperçu de la nécessaire



Cette approche permet une meilleure résolution des conflits d'usage tant sur terre que sur mer et constitue un véritable outil de cohérence.

Il s'agit de poursuivre la sensibilisation des autres acteurs non encore impliqués dans la GIZC en leur montrant qu'il ne s'agit pas d'une démarche technocratique de plus. Les acteurs de l'appel à projets sont en quelque sorte des "éclaireurs d'avenir" ou des "ouvreurs de chemin". La pratique GIZC doit s'étendre à l'ensemble des littoraux français, en métropole et en outre-mer

Un des facteurs de réussite des projets réside dans la collaboration de l'ensemble des acteurs concernés au sein de la démarche. Ainsi faut-il étroitement associer les acteurs de la mer (pêcheurs, plaisanciers, exploitants de ressources minérales ou d'énergies marines, autorités portuaires, responsables de la sécurité et des secours en mer, ...) pour une cohabitation optimale.

Xavier de la Gorce a ajouté que l'intérêt de la GIZC est en train d'essaimer : le groupe de réflexion Poséidon et le livre vert européen "Vers une politique maritime de l'Union : une vision européenne des océans et des mers" notamment, encouragent tous deux l'application du principe fondamental de la gestion intégrée (concertation, gestion future des espaces maritimes...).

Enfin, le Secrétaire général de la mer a conclu cette troisième journée technique en souhaitant "bon vent et belle mer" à la GIZC qui a désormais quitté le quai, tout en assurant que l'Etat continuera à accompagner et à suivre avec grand intérêt la suite des projets GIZC.

En coulisses...



Quelques unes des oeuvres exposées dans le cadre de la 3e Journée technique



Les rendez-vous de la GIZC

Quelques dates à noter dans votre Agenda 2007-2008...

En France

Les 10 et 11 mai,

- l'Université du Littoral de la Côte d'Opale organise un colloque sur la GIZC ;
- l'atelier du GDR AMURE tiendra une conférence au CEDEM à Brest sur " l'Etat de référence de l'environnement et ses différents enjeux " ;

Les 23 et 24 mai, un colloque de restitution du chantier PNEC de la Baie du Mont Saint Michel est organisé à l'Agrocampus de Rennes ;

Les 11 et 12 juin 2007 se tiendront à La Rochelle les Journées géomatiques de l'Ouest sur le thème " Organiser et s'organiser autour de l'information géographique " ;

Du 24 au 27 septembre se déroulera le 32ème Congrès annuel de l'Union des Océanographes de France, à l'observatoire océanologique de Banyuls-sur-Mer (laboratoire Arago) autour du thème "La biodiversité et les changements climatiques" ;

Les 15 et 16 octobre prochains, Rivages de France organise un forum sur " L'amélioration de la gestion des sites littoraux et lacustres " à l'Abbaye de Beauport.

Et ailleurs

- du 6 au 10 mai, la conférence " The Mediterranean : culture, society and environment " se tiendra à l'Université de Haïfa en Israël ;

- du 10 au 14 juin, un symposium international sur " Integrated Coastal Zone Management " aura lieu à l'Institute of Marine Research, Flødevigen Marine Research Station de Arendal en Norvège
(Pour plus d'informations : <http://www.imr.no/iczm>) ;

- du 25 au 28 septembre 2007 un symposium européen " European Symposium on MPAs as a Tool for Fisheries Management & Ecosystem Conservation " organisé par PROTECT et MPA Fish se déroulera à Murcia en Espagne.

A noter que le colloque MEDCOAST, initialement prévu à Hyères en octobre 2007, est reporté en 2009 par décision du Président Erdal Ozhan (Turquie) au regard des incertitudes sur le financement complémentaire, notamment concernant les congressistes en provenance des pays en développement.

Du 16 au 18 janvier 2008, se tiendra à Lille un colloque international pluridisciplinaire organisé par USTL, ULCO, UA et IFRESI sur " Les littoraux : subir, dire et agir ".

...et quelques références de lecture...

Deux ouvrages sont parus récemment sur des thèmes proches de la GIZC :

- Marées noires et environnement, Catherine Ventura, Michel Girin et Judith Raoul-Duval, Institut Océanographique.
- Ecosystèmes et sociétés, concevoir une recherche pour un développement durable, Cemagref, Cirad, Inra, IRD, Ifremer et MNHN, sous la Direction de Jacques Loyat (DGER).